

Bâle finance des parkings en Allemagne et en France

C'est un état d'esprit : afin de limiter au strict nécessaire la circulation automobile et le stationnement, Bâle-Ville a choisi de participer au financement d'infrastructures relais sur les territoires proches. En Suisse mais aussi en Allemagne et en France pour permettre aux frontaliers d'effectuer l'ultime étape de leurs trajets en empruntant des transports « doux et durables » tels que le vélo, le tram ou le train. Ainsi est né le Pendlerfonds. Cette cagnotte sera alimentée par une part des recettes des cartes de parking vendues aux pendulaires et aux visiteurs. Ses subventions iront en priorité à des projets de petite ou moyenne envergure dans le périmètre de l'agglomération avec un double critère d'attribution : un coût global de réalisation qui n'excède pas 2 millions CHF chacun et une aide du canton plafonnée à 50% de la facture. Au service Mobilité, on explique que

« ce modèle est unique en Suisse » et que les crédits alloués « dépendent de l'utilité pour Bâle des divers projets et non du principe territorial. » Après la réorganisation complète de la gestion du stationnement fin 2016, le Pendlerfonds récoltera 2 millions CHF chaque année. Côté alsacien, il est prévu qu'il soutienne la création de 740 places de parking à Saint-Louis, principale porte d'entrée des frontaliers français où, d'ici deux ans et demi, aura été prolongée la ligne 3 du tramway bâlois.

Mobilité pendulaire

Sans attendre, son comité de pilotage a accordé 240 000 CHF de subventions début 2014 à trois projets. La création de 46 places de stationnement et d'abris à vélos près des arrêts ferroviaires de Rheinweiler et Bad Bellingen (100 000 CHF) ; la construction d'un nouvel abri à vélos de 65 places à Eimeldingen d'ici 2015 (120 000 CHF) ;

l'aménagement d'un tronçon de piste cyclable à Weill-am-Rhein, qui améliorera la liaison en vélo vers Bâle mais aussi l'accès à la gare de Weill avec possibilité d'utiliser le S-Bahn et l'extension de la ligne 8 du tram (20 000 CHF). Certains Français transitent par ces itinéraires.

Les demandes de contributions financières pourront être déposées deux fois par an par les porteurs de projets publics et privés « favorisant une mobilité pendulaire respectueuse de l'environnement. » Outre les parcs relais, les parkings vélos ou de quartiers, le Pendlerfonds participera aux frais de démarrage des nouvelles offres de transports publics dédiées aux déplacements transfrontaliers quotidiens. Car une question n'est pas tranchée : les prix des billets des trams qui desserviront ces trois secteurs nationaux où les revenus des ménages ne sont guère comparables.

dès mai 2013 sa volonté d'y imposer le principe de territorialité, a pourtant adressé fin juillet à Bâle-Ville un courrier en forme d'ultimatum : au 1^{er} janvier 2015, leurs activités seront soumises à l'ensemble des taxations en vigueur dans l'Hexagone dont la TVA. A l'improbable issue de ce bras de fer diplomatique, compliqué par l'accumulation des contentieux fiscaux entre les deux nations, s'ajoute une autre menace, côté suisse : le président du Conseil d'Etat bâlois, Guy Morin, a fait savoir que le canton ne cofinancera la réalisation la desserte par rail de l'EuroAirport que s'il obtient la garantie que le statut quo sera préservé.

Chiffre d'affaires en hausse

Sans cette participation suisse, impossible d'en boucler le tour de table. Or relier l'aéroport au tram, aux TER régionaux et au-delà aux LGV Rhin-Rhône et Est s'avère plus qu'indispensable. Paradoxe, tandis qu'on se chamaille dans les chancelleries, l'EuroAirport va plutôt bien. En 2013, avec un chiffre d'affaires

de 109 M€ en hausse de 2,4 %, il a dégagé un résultat net de 21,3 M€, poursuivi son désendettement et maintenu ses investissements. Lors des quatre premiers mois de 2014, sa fréquentation s'est accrue de 6% avec 1,7 millions de passagers. Et dans le transport de fret haut-de-gamme, Emirates SkyCargo va y opérer à compter du 21 septembre un vol hebdomadaire vers Dubaï avec un Boeing 777F. Au début 2015, un nouveau terminal cargo neuf de 21 000m² complètera le dispositif. Au vu de l'enjeu social, difficile d'imaginer qu'un compromis ne soit pas trouvé afin de poursuivre l'aventure.



Emirates SkyCargo Boeing 777F.